Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 26 (1934)

Heft: 10

Artikel: La session du Conseil général de la Fédération syndicale internationale des 27/29 août

Autor: Meister, Martin

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383983

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

26me année | Octobre 1934 | No 10

La session du Conseil général de la Fédération syndicale internationale des 27/29 août.

Par *Martin Meister.*

A l'occasion de la fête du centenaire de l'Union syndicale de Grande-Bretagne, qui eut lieu à Dorchester, le Conseil général de la Fédération syndicale internationale se réunit à Weymouth. A part l'ordre du jour et l'approbation des rapports d'activité et des comptes, le Conseil s'occupa du rapport sur la réorganisation de la F. S. I. et du plan concernant la coalition des secrétariats professionnels internationaux, du rapport sur l'action contre le fascisme, de la lutte contre la guerre et des problèmes urgents concernant la jeunesse syndicale.

Les Centrales nationales suivantes étaient représentées à la session: Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Indes, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Palestine, territoire de la Sarre, Espagne, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie. 23 secrétariats professionnels internationaux s'étaient faits représenter. Des délégués de la Norvège et de l'Irlande prirent en outre part à la session. Des membres délégués du Bureau international du Travail et de l'Internationale socialiste ouvrière assistèrent également aux débats.

Dans son bref discours d'ouverture, le président *Citrine* établit la corrélation qu'il y avait entre la session du Conseil général de la F. S. I. et le centenaire de l'Union syndicale britannique. Il évoqua les innombrables victimes du mouvement syndical, non seulement en Angleterre, mais dans tous les pays du monde. Ces victimes ont tout donné, jusqu'à leur vie, pour la liberté des droits de la classe ouvrière. Il rappela les glorieuses victimes des combats de février en Autriche, et il exprima toute sa satisfaction et son orgueil au sujet du succès remporté par l'action de solidarité internationale, organisée particulièrement cette année en faveur de l'Autriche. Le Conseil, ayant rendu hommage aux morts, s'oc-

cupa des questions prévues à l'ordre du jour. Le secrétaire général, *Schevenels,* compléta verbalement le rapport d'activité 1933/34 distribué lors de la session. Il rapporta en particulier sur l'ampleur qu'a pris l'action d'entr'aide en faveur de l'Allemagne et de l'Autriche. Celle en faveur de l'Autriche a produit à elle seule plus de 6 millions de francs français et représente ainsi l'action la plus importante qu'ait jamais entreprise l'Internationale. A cela s'ajoutent les sommes versées par divers pays et envoyées directement par les organisations professionnelles. — En ce qui concerne les nouvelles adhésions, le rapport relève que les syndiqués libres du territoire de la Sarre, qui ont refusé énergiquement dès le début de se laisser synchroniser sur le modèle hitlérien, ont créé l'*Union générale des syndicats allemands du territoire de la Sarre.* Lors de la constitution de cette Union en tant qu'organisation autonome, l'effectif s'élevait déjà à 26,000 membres. La demande d'admission adressée à la F. S. I. fut transmise et recommandée au congrès de Bruxelles, qui approuva à l'unanimité l'entrée des syndicats du territoire de la Sarre dans la F. S. I. à titre d'organisation nationale.

L'*Union syndicale des Indes, dont le siège est à Bombay,* a tenu son premier congrès en décembre 1933, lors duquel elle prit à l'unanimité une résolution selon laquelle elle décida d'ahérer à la F. S. I. pour une durée de 2 ans tout d'abord. C'est la première fois que l'on enregistre une décision de ce genre dans les annales du mouvement syndical des Indes, décision d'autant plus réjouissante que la question de l'adhésion internationale fut toujours le point litigieux du mouvement hindou qui était séparé en deux camps. Fort heureusement, il semble que les temps de discorde et d'insécurité sont à jamais révolus. L'Union syndicale des Indes compte 50 organisations avec 137,000 membres en chiffres ronds.

En outre, le rapport constate avec satisfaction qu'à la suite de la lutte commune contre l'Allemagne hitlérienne et le fascisme de nouveaux points de contact se sont formés avec les syndicats américains. L'*Union syndicale américaine* a approuvé en tous points le boycott proclamé par la F. S. I. et l'a appliqué très efficacement en Amérique au moyen d'une intensive propagande répandue par radiodiffusion. Les relations entre la F. S. I. et l'Union syndicale américaine ne feront que se resserrer à l'avenir. C'est ainsi que le Conseil général décida de répondre à une invitation de l'Union syndicale américaine en envoyant une délégation.

Les relations entretenues depuis de nombreuses années avec *les organisations ouvrières du Brésil* se sont également resserrées à la suite du boycott dirigé en commun contre l'Allemagne. Se basant sur les décisions prises par le Congrès de Bruxelles au sujet du boycott, les organisations brésiliennes l'ont également proclamé et signalent les bons résultats remportés par les organisations démocrates et libérales de ce pays.

Après une brève discussion, lors de laquelle il fut avant tout question de la collaboration de la F. S. I. avec chaque Centrale nationale, le rapport annuel fut accepté. Les comptes ne donnèrent lieu à aucune remarque spéciale. Les mesures d'économie appliquées à la suite de la suppression des cotisations des syndicats allemands et autrichiens furent approuvées.

Après que le rapport d'activité fut accepté, *Schevenels* fit un exposé sur la réorganisation de la F. S. I. et sur le plan selon lequel les secrétariats professionnels internationaux seront englobés, ainsi que sur les efforts entrepris jusqu'à présent à cet effet. Après une intéressante discussion, lors de laquelle les représentants des secrétariats professionnels internationaux se déclarèrent en principe pour le maintien et l'autonomie de leurs organisations, mais en faveur d'une collaboration plus étroite, il fut décidé que l'on créerait une commission composée de représentants du Bureau de la F. S. I. et des secrétariats internationaux. Cette commission fut invitée a présenter le plus vite possible une solution acceptable de la question. Furent désignés comme membres de cette commission: Shaw, Fimmen, de Jong, Speckmann, van der Heeg, les quatres derniers, tous de Hollande.

Lors de la seconde journée, la session s'occupa du rapport du Bureau concernant la lutte contre le fascisme. Nous extrayons ce qui suit du rapport:

Il y a un peu plus d'un an que le VIe congrès de la Fédération syndicale internationale, après avoir examiné la situation créée par la victoire fasciste et la destruction des libertés et organisations ouvrières en Allemagne décida de boycotter dans tous les pays les produits provenant de l'Allemagne hitlérienne et pressa toutes ses organisations affiliées d'entensifier à l'extrême la lutte par tous les moyens contre le fascisme.

Depuis, d'autres pays comme l'Autriche, la Bulgarie, la Lettonie et l'Estonie sont devenus la proie du fascisme, cependant que partout ailleurs la menace fasciste se précise de plus en plus. Il n'y a guère longtemps que nombre de camarades contestaient encore la gravité du mal et, même, niaient l'universalité du phénomène et de ses causes. Aujourd'hui aucun militant du mouvement ouvrier national et international ne songerait plus à minimiser ni négliger le danger fasciste. Aucune couche sociale dans aucun pays n'apparaît immunisée contre ce virus démoralisateur et destructeur.

Toutefois, aussitôt qu'il s'agit de fournir l'explication du phénomène fasciste, d'analyser ses causes et ses moyens de développement, afin de trouver les remèdes appropriés et efficaces pour le combattre et le vaincre, les divergences de vues apparaissent à nouveau, profondes! Les thèses et les moyens d'action préconisés sont à tel point divergents que leur application pratique dans l'action quotidienne a souvent pour effet d'annihiler réciproquement les efforts entrepris pour combattre le fascisme, de sorte que celui-ci sans être sérieusement inquiété, se développe et se consolide alors même que des forces antifascistes formidables, syndicalistes, socialistes, communistes, démocrates-chrétiens, radicaux et autres démocrates, se dépensent en vain. Il suffirait cependant dans toutes les nations, restées démocratiques, aux forces antifascistes de conjuguer pour un court laps de temps leurs efforts pour détruire les causes qui ont engendré et nourri le fascisme et pour extirper définitivement ce mal de leur pays.

Les dictateurs fascistes actuels s'en trouveraient matériellement et moralement, fortement affaiblis tandis que les populations, vivant sous leur joug, encouragées et galvanisées par l'exemple de redressement moral, politique et économique des pays démocratiques auraient vite fait de recouvrer leur liberté nationale ainsi que leurs libertés personnelles et leurs droits politiques.

Pour arriver, dans chacun des pays intéressés à cette concentration de toutes les forces antifascistes, capable d'abattre l'hydre fasciste, il faut, comme nous l'avons indiqué plus haut, arriver à un accord sur les points essentiels du problème tant en ce qui concerne les causes fondamentales du phénomène fasciste que sur les remèdes et moyens d'actions à employer pour le combattre. Cet accord doit être réalisé non seulement entre toutes les tendances du mouvement ouvrier proprement dit, organisations syndicales, politiques, de jeunesse, mais doit incontestablement s'étendre aux fractions, aujourd'hui encore appelées bourgeoises, restées inébranlablement fidèles à la démocratie et qui de par leur position économique sont ou deviendront inéluctablement anticapitalistes. Car qu'on le veuille ou non, il faut reconnaître que dans presqu'aucun pays le prolétariat industriel organisé ou même organisable est la majorité de la nation. Comme d'autre part nous ne pouvons ni désirons renoncer au principe démocratique qui est la base même de notre action et de notre idéal, nous devons rejeter tout système de violence ayant pour but d'imposer notre volonté de minorité à un pays sous prétexte de le préserver du fascisme, avec la conséquence inéluctable qu'en fait, c'est nous-mêmes qui supprimerions la démocratie et les libertés politiques du peuple.

Non, notre action contre le fascisme, aussi bien que nos efforts de transformation de la société et de sauvegarde de la paix universelle, n'est concevable que comme lutte du monde démocratique et pacifiste contre le fascisme, le capitalisme et la guerre. Pour cela, il nous faut une majorité, puissante et unie dans chaque pays et cette majorité ne peut être constituée qu'en associant au prolétariat industriel organisé, les grandes masses paysannes, la majorité des intellectuels et des techniciens, les classes moyennes, et dans un sens beaucoup plus général encore, la jeunesse.

Parmi les causes importantes qui ont engendré le fascisme, causes agissant, partout et en tous lieux, dans le même sens, mentionnons particulièrement la crise économique et structurelle de la société capitaliste. Cette crise jette des millions de travailleurs manuels et intellectuels hors du processus de la production tout en leur enlevant en même temps l'espoir d'y jamais rentrer.

Les autres millions de travailleurs restés au travail assistent à la péjoration continue de leurs conditions d'existence et vivent sous la menace quotidienne de voir davantage réduire leurs ressources, sinon de les perdre tout à fait.

Plus graves encore sont les répercussions matérielles et morales de la crise sur les jeunes gens ayant quitté l'école sans perspectives, pour des années, d'obtenir un emploi dans n'importe quel domaine d'activité.

Il y a aussi les classes moyennes, anciennes et nouvelles, les intellectuels, les fonctionnaires, ceux des professions libérales, qui sentent baisser de jour en jour leur niveau de vie, leur existence menacée et, même, l'ensemble de leur classe ou de leur état irrémédiablement condamné à disparaître.

Enfin, il y a, dans cette catégorie de victimes de la crise, les classes paysannes plongées par la crise agricole et financière dans une détresse sans nom et sans issue.

Il apparaît assez naturel que les catégories le plus durement et les plus longuement frappées par la crise, ressentant l'impuissance à se soustraire à leur terrible sort et à un demain plus impitoyable encore, finissent par s'aban-

donner à un désespoir sans bornes et deviennent fatalement, vu leur inexpérience politique et sociale, la proie désignée et facile de la démagogie fasciste.

Cela est d'autant plus concevable que certaines catégories importantes, notamment les paysans, les classes moyennes et même, dans une grande mesure, les intellectuels, naissent aux convictions d'anticapitalisme par l'action d'une propagande qui parle, avec prédilection, d'antilibéralisme et d'antimarxisme. Ces éléments se montrent d'autant plus accessibles à ces formules que celles-ci sont en quelque sorte l'écho de leur hostilité foncière, parce que traditionnelle, au socialisme expropriateur et aux tenants du socialisme, prophètes fâcheux de la prolétarisation progressive et générale de ces populations laborieuses.

C'est parmi ces catégories, ces classes, ces populations qu'il conviendrait de mener, avec une grande urgence, un travail profond de clarification des esprits, pour leur faire saisir et comprendre les buts véritables de la lutte émancipatrice de la classe ouvrière ainsi que les contradictions formidables se révélant entre les paroles et les actes, les programmes et les réalisations des dictateurs qu'ils ont ou qu'ils voudraient porter au pouvoir. Il faut leur montrer, de façon claire et irréfutable, les fruits et les résultats de la dictature, plongeant les pays par elle conquis sur la démocratie et le parlementarisme, l'un et l'autre taxés d'impuissance, de fauteurs de corruption et de semeurs de ruine, dans une situation économique, financière, politique et morale infiniment pire qu'elle ne pourrait jamais être sous le plus lamentable même des régimes démocratiques!

Tout le monde conviendra certes que parmi les tâches les plus urgentes et les plus nécessaires s'imposant au mouvement ouvrier, il y a cette action sur les esprits, pour détruire les dangereux mirages auxquels nos adversaires font aboutir les aspirations confuses de tant de désespérés, pour faire connaître les ravages économiques et moraux du fascisme.

L'indication de cette tâche de défrichement nous conduit devant l'aspect politique du problème. Le nationalisme et le racisme, si dangereux, rendus possibles par les erreurs accumulées dans les traités de paix, nourris et exacerbés par le nationalisme économique, tout à la fois cause et conséquence des crises financières, économiques et agricoles de la période d'après-guerre — tels sont les termes principaux de ce problème. Mais il en est d'autres. Tant sur le plan national que sur le terrain international, les insuffisances et les défaillances du parlementarisme ont fait le reste pour aliéner peu à peu, à des degrés divers, à la démocratie les sympathies des grandes masses. Souffrant des misères causées par la crise, craignant les affres d'une nouvelle guerre, attendant vainement des actes énergiques et sauveteurs de la part des institutions démocratiques, qui prétendent gouverner les peuples par et pour eux-mêmes, servir leurs intérêts mais qui, en réalité, n'ont que trop souvent donné le spectacle de leur carence sinon celui de leur soumission aux puissances financières, les grandes masses populaires se prennent à douter d'un régime qui les déçoit, cherchent un régime qui comblerait leurs légitimes aspirations et tombent dans les rêts de l'insidieuse propagande fasciste.

Mais ce n'est pas parce que le parlementarisme montre des défaillances qu'il faille prononcer sa condamnation et demander la suppression des parlements. Tout au contraire. Connaissant les causes et les aspects des insuffisances du parlementarisme, les raisons qui ont entravé son évolution et son adaptation, convaincus que l'instrument vaut mieux que l'usage qu'on en fit en le faussant, il importe de chercher et de provoquer sa rénovation, sa régénération, son adaptation aux exigences de la situation nouvelle.

De cette analyse rapide des faits actuels et de cette investigation sommaire

des solutions à rechercher, il est possible de dégager un certain nombre de conclusions en vue de l'action:

En ordre principal, il importe que, sans le moindre retard, l'effort consiste à combattre, de façon nettement tangible et perceptible, *la crise économique,* cause profonde du désarroi moral sur lequel le fascisme greffe sa propagande et base son emprise. Cette action, rigoureusement urgente dans tous les pays indistinctement, a déjà, dans une large mesure, été utilement préparée par les directives économiques établies par la F. S. I., dont les thèses sont immédiatement transportables dans la pratique, ainsi que par les *plans,* inspirés par ces directives, qui ont été élaborés, en vue de réalisations immédiates, dans nombre de pays. D'aucuns pensent avec raison que si la crise disparaissait la situation se normaliserait aisément. Toutefois nous ne sommes pas de ceux qui croient à une disparition automatique et prochaine de la crise; tout au plus peut-on escompter une atténuation de cette crise, circonstance insuffisante à l'indispensable assainissement moral du monde, ainsi qu'au rétablissement du mouvement ouvrier dans la possession de ses moyens et de sa puissance.

Nous assumerions une responsabilité extrêmement lourde en fondant notre action et notre tactique sur le seul espoir que la crise actuelle passera comme toutes les crises précédentes. Nous ne pouvons rester plus longtemps dans l'expectative, nous bornant à combattre la crise par des solutions fragmentaires et à atténuer ses effets par des palliatifs. Convaincus tout au contraire, de nous trouver devant une crise permanente et structurale du régime actuel nous devons nous efforcer d'indiquer des solutions entières, de prendre hardiment les initiatives indispensables et à en imposer la prompte réalisation par la mobilisation de majorités démocratiques agissantes.

De ce qui précède, découle la nécessité impérieuse de gagner à notre cause les classes moyennes, paysannes, intellectuelles, etc., d'éclairer leur vision des choses et leur esprit, d'assainir leurs jugements sur les faits politiques et sociaux.

Par ailleurs nos préoccupations ne peuvent à aucun prix manquer de porter sur la *jeunesse,* afin de la soustraire à l'action néfaste de la propagande adversaire et de l'associer à notre action. Sachant combien la jeunesse est avide d'idéalisme, combien elle est portée à se donner sans compter à une cause susceptible de soulever son enthousiasme parce qu'elle lui insuffle un idéal, il importe au mouvement ouvrier, porteur du plus noble idéal humain, d'attirer à soi ces jeunes et ardentes énergies.

Il nous paraît tout aussi nécessaire d'affirmer le principe de *démocratie* en en précisant l'exacte et entière portée, ainsi que de poursuivre, eu égard aux extensions subies par les attributions de l'Etat et aux nécessités se présentant dans l'ordre économique contemporain, une rénovation et une adaptation des *institutions parlementaires,* antidote des velléités de dictature et de fascisme. Tout aussi bien nous faut-il, par une propagande agissante et appropriée, dans le cadre de la défense des institutions démocratiques, empêcher que *la police, la justice, l'armée,* etc., ne demeurent, au moment critique des réalisations ou du conflit suprême entre la majorité démocratique passant aux actes et la minorité capitaliste réfractaire, comme autant d'instruments de répression, aveugles et serviles, aux mains de la classe capitaliste dominatrice.

Enfin, il paraît indispensable et urgent de rechercher et d'appliquer, dans chaque pays, la formule appropriée permettant d'opérer la coordination et la concentration *des forces et des formations antifascistes* et anticapitalistes, seule puissance réellement et pratiquement capable de réaliser, par les voies démo-

cratiques, le redressement économique, politique et moral du pays, sous le signe de la solidarité et de l'entente internationales, de la paix, de la justice et de la prospérité.

Schevenels ayant fourni des renseignements et après une discussion très nourrie, le rapport fut approuvé à l'unanimité. Lors d'une séance privée, le rapport concernant la lutte menée dans les pays à dictature, en particulier en Allemagne et en Autriche, fut soumis à la discussion. Le camarade *Adler*, secrétaire de l'Internationale ouvrière socialiste, fit un bref exposé sur l'action entreprise en commun par la F. S. I. et l'I. O. S. en faveur du maintien des droits des camarades autrichiens.

Un rapport très détaillé, présenté par le collègue *Dobisch* sur les conditions dans le territoire de la Sarre, retint l'attention du Conseil. Ce dernier manifesta toute sa sympathie à l'égard de la lutte que les syndicats de la Sarre auront à soutenir à l'occasion du plébiscite de janvier 1935 et promit son appui à l'Union syndicale du territoire de la Sarre.

Le troisième jour fut discutée en séance privée la question du *front unique*. Il ressortit de la discussion que les propositions soumises par les communistes et l'Internationale syndicale rouge de Moscou, en vue de la réalisation du front unique, sont uniquement une manœuvre dénuée de toute probité. La F. S. I. souligne une fois encore que l'Internationale syndicale rouge est responsable de la scission qui s'est produite au sein du mouvement syndical international et de son affaiblissement et cela à la suite de la parole concernant la lutte à mener contre les syndicats. La F. S. I., pour laquelle l'unité est plus importante que jamais, voit dans la Fédération syndicale internationale la seule base capable de réunir tous les travailleurs. Elle engage donc tous les ouvriers à adhérer aux fédérations affiliées à la F. S. I.

Lors de la séance de l'après-midi, le camarade *Jouhaux* exposa très explicitement la question de l'*action contre la guerre*. La résolution qu'il présenta au comité fut approuvée par le Conseil. En voici les termes:

« Le Conseil général de la Fédération syndicale internationale appelle particulièrement l'attention des travailleurs sur les dangers de la situation internationale.

La crise économique, l'avènement de gouvernements de dictature dans différents pays, ont porté au plus haut point les oppositions nationales et développé le chauvinisme et le militarisme.

Le monde et plus particulièrement l'Europe se hérissent de baïonettes, et des armées d'avions s'apprêtent à répandre sur les populations civiles des gaz meurtriers.

La course aux armements est de nouveau le but de la politique des gouvernements.

Plus que jamais décidées à s'opposer au carnage, les organisations affiliées à la Fédération syndicale internationale confirment les décisions prises aux congrès internationaux de Stockholm et de Bruxelles, entendant que la Société des Nations agisse préventivement contre la guerre en mettant en application

la procédure d'arbitrage pour tous les conflits politiques et économiques, entre nations.

La F. S. I. devra dénoncer les agresseurs et déclare prendre contre eux les mesures d'action directe (boycottage, grève générale, etc.) propres à arrêter leurs tentatives bellicistes.

Le Bureau de la F. S. I. est chargé de suivre attentivement l'évolution des événements, afin d'être en mesure de prendre les décisions d'action nécessaires.

Concernant la Conférence du désarmement, le Conseil général de la F. S. I. se refuse à accepter l'écho de ce dernier espoir des masses populaires, et réclame que soit accepté, dès la réouverture des travaux de la Conférence, le projet actuellement entre les mains de son président, le camarade Henderson, tendant à supprimer la liberté des fabrications de guerre et d'établir le contrôle international sur les fabrications, le commerce et le transport des armes et munitions de guerre.»

Le problème de la *jeunesse syndicale*, auquel notre délégation attachait une importance spéciale à la suite des décisions prises lors du dernier congrès syndical suisse, ne put être traité faute de temps. Il fut transmis au Bureau.

Si à la suite des nombreuses questions soumises à la discussion et du manque de temps tous les délégués ne purent pas prendre la parole, il faut néanmoins reconnaître que le Conseil a accompli du bon travail. Les délibérations témoignèrent surtout en faveur de l'étroite solidarité qui existe entre les ouvriers organisés de tous les pays.

Les possibilités d'existence de l'industrie suisse.

Par *Max Weber.*

Il est vrai que pour le moment la presse quotidienne parle davantage des difficultés et de l'impossibilité dans laquelle se trouve notre industrie de subsister. Et, cependant, c'est précisément à la politique économique qu'il appartient en ces temps difficiles de chercher de nouvelles possibilités. La question de savoir comment et dans quelle mesure l'industrie suisse peut subsister, est d'une importance capitale pour l'économie publique suisse, car l'industrie représente réellement son cran d'arrêt lors même qu'elle n'a plus l'importance primordiale qu'elle avait il y a quelques dizaines d'années.

Afin de pouvoir répondre à cette question, il importe de se rappeler les bases sur lesquelles repose l'industrie suisse. Le fait qu'avec son climat rude, son terrain accidenté, son manque total de matières premières, la Suisse, au lieu de rester un pays de forêts et de prairies, soit devenu un pays industriel des plus développés, a de tout temps soulevé l'étonnement des théoriciens et des praticiens économistes.

Il y a 100 ans déjà, le Dr John Bowing, chargé par le gouvernement britannique de visiter notre pays, constatait: